

**ETAT - MINISTERE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE, DE LA BIODIVERSITE,
DE LA FORET, DE LA MER ET DE LA PECHE.**

Direction Départementale des Territoires
du HAUT-RHIN
STRS-BPR

MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE

passé en application des dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 du
code de la commande publique.

**AE
CCAP**

(Acte d'Engagement - Cahier des Clauses Administratives
Particulières)

**Études de solutions de sécurisation des falaises
sur les communes de MITTLACH et
METZERAL**

N° de marché : DDT68-BPR-2025-01

L'offre a été établie sur la base des conditions économiques en vigueur en
Février 2025

Article 1^{er} : Désignation des parties contractantes

Le candidat se présente seul :

Le présent marché est conclu entre :

d'une part État – Ministère de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche – Direction Départementale des Territoires du Haut-Rhin représenté par Monsieur le Directeur

ET

d'autre part.....

Représenté (e) par.....

Ayant son siège social à :.....

Numéro SIRET :.....

Mail de contact :.....

Les candidats se présentent sous la forme d'un groupement d'entreprises :

Le présent marché est conclu entre :

d'une part État – Ministère de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche – Direction Départementale des Territoires du Haut-Rhin représenté par Monsieur le Directeur

ET

le groupement d'entreprises

☐ **conjoint** (cf. grille de répartition détaillée des prestations annexées)

☐ **solidaire,**

et désigné dans le marché sous le nom “titulaire »

1er cocontractant

M.....

- Agissant en mon nom personnel, domicilié(e) à **ou** au nom et pour le compte de la Société (intitulé complet et forme de la société)
-
- ayant son siège social (adresse complète et numéro de téléphone)
-
- et immatriculé sous le n° de SIRET
- sous le n° d'inscription au code APE :

2ème cocontractant

M.....

- Agissant en mon nom personnel, domicilié(e) à **ou** au nom et pour le compte de la Société (intitulé complet et forme de la société)
-
- ayant son siège social (adresse complète et numéro de téléphone)
-
- et immatriculé le n° de SIRET
- sous le n° d'inscription au code APE :

3ème cocontractant

M.....

- Agissant en mon nom personnel, domicilié(e) à **ou** au nom et pour le compte de la Société (intitulé complet et forme de la société)
-
- ayant son siège social (adresse complète et numéro de téléphone)
-
- et immatriculé sous le n° de SIRET
- sous le n° d'inscription au code APE :

D'autre part,

Le groupement d'entreprises, pour tout ce qui concerne l'exécution du présent marché, est représenté par :

.....
.....mandataire du groupement

Article 2 : Objet du marché

Marché de prestations intellectuelles.

La présente consultation, lancée par les services de l'État, va permettre de sélectionner un bureau d'études qui sera chargé de concevoir des solutions de sécurisation pour deux secteurs exposés à l'aléa «chutes de blocs ».

Article 3 : Documents contractuels

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- Le présent document qui vaut acte d'engagement et Cahier des Clauses Administratives Particulières (AE - C.C.A.P.).
- La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF).
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Article 4 : Mission(s) confié(s) au titulaire :

La mission est décrite dans le CCTP.

Article 5 : Prix :

Le montant du présent marché s'établit comme suit :

Montant hors TVA :
TVA à 20 % :
Montant TTC
<i>Montant arrêté en lettres à</i>
.....

Article 6 : Délais d'exécution :

Le délai d'exécution de la mission est fixé à 2 mois pour les études de la phase AVP et 2 mois pour les études de la phase PRO. Le délai d'exécution démarre à compter de la notification du présent marché.

Les prestations ou ensemble de prestations définis ci-après devront être exécutés dans les délais suivants :

① Départ du délai :

- 1 : Acte prescrivant de commencer les prestations du marché ;
- 2 : Acte prescrivant de commencer les prestations du délai distinct.

Désignation	①	Délai
Phase AVP comprenant les réunions suivantes en présentiel ou en visioconférence: <ul style="list-style-type: none">• une réunion préliminaire avec le MOA• une réunion de présentation de la phase AVP au MOA	1	2 mois
Une réunion de présentation de la phase AVP aux élus en présentiel	-	-
Validation de la phase AVP par le MOA	-	-
Phase PRO comprenant les réunions suivantes en présentiel ou en visioconférence:	2	2 mois

Désignation	①	Délai
• une réunion de présentation de la phase PRO au MOA		
Une réunion de présentation de la phase PRO aux élus en présentiel	-	-
Validation de la phase PRO par le MOA	-	-

Article 7: Modalités de détermination des prix :

7.1 – Détermination des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la remise de l'offre, fixée en page 1 du présent AE - CCP.

Ce mois est appelé Mo.

7.2 – Caractère du prix

Les prix du marché sont fermes et actualisables. Le prix sera actualisé si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date du mois Mo et la date de début d'exécution des prestations. L'actualisation est effectuée par application aux prix du marché d'un coefficient Cn donné par la formule :

$$Cn = I(d-3) / Io$$

Dans laquelle Io et Id-3 sont les valeurs prises respectivement au mois zéro et au mois d-3 par l'index de référence I, sous réserve que le mois d du début du délai contractuel d'exécution des travaux (ordre de service) soit postérieur de plus de trois mois au mois zéro.

Par dérogation à l'article 10.2.3 du CCAG PI, les calculs intermédiaires et finaux sont effectués avec au maximum quatre décimales.

Pour chacun de ces calculs, l'arrondi est traité de la façon suivante :

- si la cinquième décimale est comprise entre 0 et 4 (bornes incluses), la quatrième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- si la cinquième décimale est comprise entre 5 et 9 (bornes incluses), la quatrième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

Tous les frais du titulaire relatifs à l'accomplissement de la mission qu'il s'agisse de temps passé, frais de secrétariat, établissement de documents, frais généraux, frais de déplacements et divers sont réputés compris dans le prix forfaitaire.

7.3 – Choix de l'index de référence

L'index de référence I choisi en raison de sa structure pour la révision des prestations faisant l'objet du marché est ING (Ingénierie).

Article 8: Documents à remettre

8.1 – Documents remis

Les documents devront être remis au format .pdf et .doc.

Article 9: Modalités et rythme des règlements

9.1 – Mode de règlement

Les sommes dues au(x) titulaire(s), seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

9.2 – Rythme des règlements

Le règlement des sommes dues au prestataire pour l'exécution des éléments de mission fait l'objet d'un acompte intermédiaire et d'un solde dans les conditions suivantes :

Exigibilité
Après notification de la décision d'admission/validation de l'élément de mission phase AVP par le MOA.
Après notification de la décision d'admission/validation de l'élément de mission phase PRO par le MOA.

9.3 – Présentation des demandes de paiement

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant : <https://communaute-chorus-pro.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter, les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP ainsi que :

- le numéro de marché ;
- le numéro de SIRET de l'État ;
- le code du service exécutant de la dépense « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché » ;
- le numéro d'engagement juridique (EJ) « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché ».

La facture sera libellée à l'ordre de:

Direction Départementale des Territoires/ Service Transports, Risques et Sécurité
Cité administrative- Bâtiment K, 3 Rue Fleischhauer
68000 Colmar

9.4 – Compte à créditer

Le titulaire du marché demande que la personne publique règle les sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit du(des) compte(s) précisé(s) ci-après.

Ouvert au nom de :
pour les prestations suivantes :
Domiciliation :
Code banque : Code guichet : N° de compte : Clé RIB :
IBAN :
BIC :

9.5 - Modalités de paiement direct des cotraitants :

- En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur :

☐ un compte unique ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire sauf stipulation contraire prévue au présent marché.

- En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations;

Le paiement est effectué sur :

☐ les comptes de chacun des membres du groupement suivant les répartitions indiquées en annexe du présent document.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12 du C.C.A.G.- P.I.

9.6 – Paiement direct des sous-traitants :

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les modalités des articles R.2193-10 à R.2193-16 du CCP complétées par les stipulations suivantes :

- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir à l'acheteur une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;

- Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

Article 10: pénalités de retard

Seules les stipulations de l'article 14 du C.C.A.G.-P.I s'appliquent.

Article 11: assurances

Avant la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire, le mandataire ainsi que les co-traitants doivent justifier qu'ils ont contracté :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.

Article 12: situation juridique et fiscale

Le titulaire du marché affirme sous peine de résiliation de plein droit du marché ou de sa mise en régie aux torts exclusifs de la société pour laquelle il intervient, que lui et ladite société :

- ne font pas l'objet d'une interdiction de soumissionner aux marchés
- que l'entreprise est en règle, au niveau de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés visée par les articles L 5212 et R5213-39 du Code du Travail ;
- que l'entreprise n'est pas en redressement judiciaire ou est en redressement judiciaire mais a été autorisée à poursuivre son activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché.

Article 13: propriété intellectuelle

Le titulaire ne pourra se prévaloir d'une quelconque propriété intellectuelle des documents qu'il aura établis ou des concepts qu'ils contiennent.

La Direction départementale des Territoires pourra réutiliser à sa guise, avec ou sans modifications, les études et documents issus de la prestation réalisée.

Article 14 : Résiliation du marché

Les stipulations des articles 29 du C.C.A.G-P.I, relatives à la résiliation du marché, sont applicables.

Article 15 : Clause contentieuse :

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion du présent marché relèvent de la compétence du Tribunal Administratif de STRASBOURG.

Article 16 : Renseignement divers

La dépense sera imputée sur le BOP 181 action 14 du budget du Ministère de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche.

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques Grand Est et du Bas-Rhin..

Fait à, le.....

Le contractant,
(cachet et signature)

....., le.....

Le Directeur Départemental,